La forêt française moins gloutonne en carbone

Cette tendance, qui varie selon les régions, compromet les objectifs fixés par le gouvernement pour lutter contre le changement climatique.

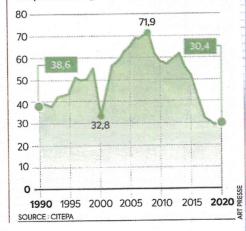
PAR BAPTISTE LANGLOIS

a forêt française continue de s'étendre, mais elle absorbe deux fois moins de carbone qu'il y a dix ans. Sa surface a atteint 17,1 millions d'hectares en 2022, selon les chiffres de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), soit une hausse de 21 % depuis 1985. Le volume total de bois s'accroît lui aussi, à 2.8 milliards de mètres cubes. Mais la production biologique « nette », c'est-à-dire la croissance des arbres sur une période donnée, mortalité déduite, a ralenti d'environ 10 % en une décennie. Un constat inquiétant alors que les sylves restent indispensables au captage du CO2, et à l'atténuation du changement climatique.

« Le puits de carbone des forêts a presque doubléentre 1990 et 2010. Depuis, ce réservoir diminue », relève Philippe Ciais, directeur de recherche au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (CEA/CNRS/Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines). Le chercheur, qui s'appuie sur les dernières données (2020) du Citepa – l'organisme qui réalise l'inventaire français des émissions –, ellesmêmes fondées sur l'inventaire forestier de l'IGN, a détaillé les tendances par régions. Bilan? La dynamique est très variable. Et globalement négative.

La Corse, dont le territoire est couvert à 65 % de forêts, affiche une perte nette d'absorption. « Cela m'a beaucoup surpris car les forêts, pense-t-on, y sont naturelles et difficiles d'accès, poursuit Philippe Ciais. Mais elles semblent perdre du CO, à cause d'une forte intensification de la récolte. » En Bretagne, l'exploitation est devenue industrielle: la région est tombée à zéro, alors que ses forêts captaient du carbone avant. Les forêts normandes ne pompent plus non plus de CO, et celles d'Auvergne approchent également le seuil limite. Le puits de carbone de l'ancienne région Rhône-Alpes a, lui, baissé de 50 % en une décennie - même si le territoire reste celui où l'absorption est la plus forte, avec environ 6 millions de tonnes annuelles, soit l'équivalent de 2 % des

Une décrue vertigineuse Absorption de carbone par les forêts françaises, en milliers de kilotonnes d'équivalent CO₂



L'EXPRESS 17 MAI 2023

le puits de carbone tout en doublant l'extraction, cela ne fonctionne pas. »

Dans une étude parue en février 2022, l'Institut de l'économie pour le climat critique également cette stratégie ambiguë. Il estime « qu'en ce qui concerne la réorientation massive du bois vers des usages à plus longue durée de vie, les frontières du réalisme sont probablement dépassées ». Le rapport recommande de « revoir à la baisse l'ambition globale, en fonction des possibilités effectives et souhaitables de récolte, et d'un développement des usages longs du bois cohérents avec les débouchés possibles », la filière n'étant pas assez solide. Car, « en cas d'échec, le pari des produits bois, qui suppose une augmentation

des récoltes, aurait pour seul effet d'endommager la séquestration biologique », met également en garde le cabinet de conseil Carbone4.

Philippe Ciais se livre au leu des prédictions. Eu égard au phénomène des ervéces dernières années, la capacité d'absorption de nos forêts pourrait tomber à... zéro en 2026! Au risque, ensurée qu'elles relâchent plus de carbone qu'elles n'en absorbent? « C'est une idee contestable, prévient le chercheur. L'envertion des forêts étant loin d'être lineaire, on ne peut rien affirmer. » Une hypothèse qui n'en reste pas moins préoccupation.

fare an chyr cu émissions fossiles nationales de CO,

ex de la France

émissions fossiles nationales de CO₂ d'après le chercheur.

Plusieurs raisons expliquent la dégradation des puits de carbone forestiers. « Les arbres, avec les différents épisodes de sécheresse, subissent du stress : ils poussent moins et absorbent moins de CO, », expose François Morneau, conseiller technique de l'inventaire forestier à l'IGN. Autre tendance de fond : l'augmentation de la mortalité. « Le flux annuel d'espèces en fin de vie a augmenté de plus de 50 % entre les périodes 2005-2013 et 2012-2020 », note l'IGN. La faute aux sécheresses et canicules là encore - des signaux négatifs du climat -, mais aussi à de nombreux insectes, dont les scolytes qui ravagent les forêts d'épicéas d'une grande partie nord du pays. Les châtaigniers, eux, sont victimes de la maladie de l'encre, et les frênes, de la chalarose.

Les forêts des régions précédemment citées « enregistrent toutes, à des degrés variés, une hausse de la mortalité, une stagnation de la croissance et une augmentation de la récolte », résume Philippe Ciais. Ces tendances mettent en péril le respect des objectifs de la stratégie nationale bas-carbone (SNBC), cette feuille de route politique visant à lutter contre les effets du changement climatique. « On n'est pas du tout sur la bonne trajectoire. Si on compte sur la forêt pour faire la neutralité de la France, ça va être compliqué », juge le scientifique. « L'effort de réduction des émissions sera d'autant plus important que l'absorption des forêts diminue », abonde François Morneau. Le Haut conseil pour le climat constatait déjà, en juin, un décalage de 60 % entre les "puits nets" observés depuis 2010 et ceux anticipés par la SNBC. »

Cette feuille de route fixe deux ambitions: maintenir la captation et les stocks de carbone dans les forêts, et « maximiser les effets de substitution et les stockages de carbone dans les produits bois ». Autrement dit, utiliser davantage d'essences naturelles en remplacement, notamment, du béton ou de l'acier dont la production est très émettrice en CO2. Mais aux yeux de Philippe Ciais, la SNBC affiche « des objectifs contradictoires » : « On ne peut pas laisser les stocks augmenter, donc moins récolter, et extraire, dans le même temps, toujours plus pour remplacer les matériaux de construction par du bois. Il existe une limite biologique: doubler